



HAL
open science

S'engager sans politiser. Sociologie du journalisme dans “ la ville la plus pauvre de France ”

Nicolas Kaciaf, Julien Talpin

► **To cite this version:**

Nicolas Kaciaf, Julien Talpin. S'engager sans politiser. Sociologie du journalisme dans “ la ville la plus pauvre de France ”. Politiques de communication, 2016, La politique en représentations, 7, pp.113-149. halshs-01672817

HAL Id: halshs-01672817

<https://shs.hal.science/halshs-01672817v1>

Submitted on 27 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

S'ENGAGER SANS POLITISER

**Sociologie du journalisme dans
« la ville la plus pauvre de France »**

Nicolas Kaciaf (Sciences Po Lille / CERAPS)

Julien Talpin (CNRS / CERAPS)

Politiques de communication

2016/2 N° 7 | pages 113 à 149

Qu'est-ce qu'être localier d'un quotidien régional dans une ville considérée comme « la plus pauvre de France » ? Sous son apparente simplicité, l'intrigue soulève trois types d'enjeux. Premièrement, un tel contexte affecte-t-il les conceptions que les journalistes ont de leur rôle et de leurs missions ? Deuxièmement, comment cet environnement pèse-t-il concrètement sur les conditions d'exercice du métier ? Enfin troisièmement, dans quelle mesure la pauvreté des habitants est-elle (ou non) rendue visible, c'est-à-dire à quelle occasion fait-elle l'actualité et sous quelles formes est-elle représentée ?

Pour répondre à ces interrogations liminaires, nous avons entrepris une enquête à caractère monographique consacrée à la locale de Roubaix des quotidiens *La Voix du Nord* (VdN) et *Nord-Eclair* (NE) dont les rédactions ont fusionné en janvier 2013. L'investigation s'appuie sur un double matériau empirique : l'analyse de l'ensemble des pages locales prélevées au cours des six premiers mois de l'année 2015 et la réalisation d'entretiens destinés à rendre compte du travail au quotidien des cinq journalistes amenés à suivre l'actualité roubaisienne pour alimenter ces deux journaux. Leurs relatives divergences en termes de contenus nous ont amené à nous pencher d'abord sur le cahier « Roubaix et alentours » de *La Voix du Nord* pour la période janvier-mars 2015 puis sur la rubrique « Roubaix » de *Nord-Eclair* d'avril à juin 2015. Les modalités d'analyse de ces pages locales et le choix des indicateurs seront exposés au fil du texte, au gré de nos questionnements successifs.

Au-delà de la singularité de ce cas, l'objectif de cette recherche consiste à saisir les contraintes pratiques et normatives qui encadrent l'activité des rédacteurs plongés dans un territoire aux fortes disparités socioéconomiques. De tels écarts sociaux tendent en effet à exacerber des enjeux professionnels relatifs au « bon » traitement de l'actualité locale et qui, dans d'autres contextes, peuvent se poser avec moins d'acuité (Ballarini, 2008 ; Berthaut et *al.*, 2009 ; Frisque, 2010). Si les localiers sont sans doute plus que les autres journalistes guidés par un impératif de « proximité » consistant à privilégier des sujets susceptibles de concerner des lecteurs qui sont aussi de possibles informateurs, la profonde hétérogénéité roubaisienne rend plus particulièrement saillantes les interrogations suivantes : sur qui, pour qui et à partir de quel point de vue

écrire ? C'est donc bien un problème de *représentation* qui structure le travail journalistique, et ce dans une double perspective. Symbolique d'abord, puisque leurs productions offrent des représentations nécessairement partielles d'une ville marquée par de profonds contrastes sociaux et soucieuse de restaurer une image dégradée. Politique ensuite, dès lors que les arbitrages rédactionnels en termes de hiérarchie de l'information, de sélection des locuteurs ou de prises de position face aux controverses locales tendent à placer les rédacteurs ici en situation de porte-parole de causes, de groupes ou d'organisations aux ressources hétérogènes, là en position d'arbitres de leurs affrontements. Ces enjeux de représentation supposent d'appréhender l'activité journalistique au regard des *rôles* que les rédacteurs peuvent légitimement endosser dans l'espace public local. Ce concept permet d'articuler description et explication des contenus journalistiques (Kaciaf, 2009), car les rôles peuvent être envisagés à la fois en tant que *postures* qu'ils matérialisent dans leurs écrits et *positions* qu'ils prétendent occuper vis-à-vis de leurs lecteurs et vis-à-vis des acteurs dont ils relatent les activités et les points de vue.

Pour autant, ces enjeux normatifs de définition des rôles journalistiques légitimes ne peuvent être disjoints des contraintes pratiques de production des pages locales et de l'effet de ces conditions matérielles sur les possibles rédactionnels. Entre « actu chaude » et traitement plus « magazine » de la vie roubaisienne, entre réponse aux sollicitations communicationnelles des acteurs locaux et promotion de sujets à l'initiative des journalistes, entre un accent porté sur les dysfonctionnements du territoire et le souci d'en restituer une image plus positive, la rédaction dispose d'une pluralité d'outils rédactionnels pour rendre compte de la vie locale et de ses soubassements sociaux.

Or les routines professionnelles en termes d'accès aux informations et de conversion de ces matériaux dans les formats du journal font de la pauvreté et des inégalités sociales des thématiques délicates à inscrire dans le flux rédactionnel. Ainsi, malgré une conscience aigüe des spécificités sociologiques du territoire, les rédacteurs tendent à dissocier la couverture événementielle des « problèmes » d'une population pauvre (délinquances, insalubrité des logements, dysfonctionnements des équipements publics, conflits d'usage de l'espace public, etc.) et le traitement plus

punctuel de la pauvreté comme problème public. En d'autres termes, il s'agit de réemprunter le clivage entre « cadrage thématique » et « cadrage épisodique » de la pauvreté (Iyengar, 1991, p. 46 *sq.*), moins pour pointer la prévalence de l'un sur l'autre, que pour comprendre dans quelle mesure les principes du travail journalistique ne favorisent pas la mise en relation d'une approche « globale » de la pauvreté, des inégalités et de leurs causes, et les récits « localisés » de ses conséquences sur les comportements (potentiellement déviants) et les difficultés quotidiennes des habitants.

L'analyse du contexte social et des conditions de production peuvent permettre d'éprouver trois hypothèses explicatives de ce traitement des enjeux de pauvreté et d'inégalités sociales. Tout d'abord, la locale de Roubaix est engagée dans une logique de « défense du territoire » en réponse à des médias nationaux qui, depuis plusieurs décennies, ne s'intéressent à la ville qu'en tant qu'illustration des maux de la société française et notamment l'emprise de l'islamisme radical. Privilégiant une approche socioéconomique des difficultés roubaisiennes, les locaux se trouvent cependant placés face à des injonctions contradictoires, entre l'ambition de réenchanter un territoire stigmatisé et l'exigence de rendre compte d'une actualité structurellement négative, entre le souci de publiciser les injustices qui leur sont rapportées et celui de ne pas cliver un lectorat socialement hétérogène. Ensuite, la locale se caractérise par un personnel journalistique porteur d'une conception engagée du métier, mais socialement éloigné des franges les plus pauvres de la population. Enfin, les représentations de la pauvreté sont redevables de la fourniture d'informations et des cadrages opérés par les informateurs locaux. Or, qu'il s'agisse des services municipaux ou des associations, ces derniers tendent à promouvoir des initiatives visant à renforcer le « vivre ensemble », à réprimer les comportements déviants ou à améliorer le sort des plus fragiles, plus qu'à politiser l'enjeu par un travail de dénonciation des causes des inégalités sociales. Dans ces conditions, la pauvreté semble investie comme thématique à part entière avant tout en réponse aux mises à l'agenda nationales ou régionales de la question (publication des statistiques de l'INSEE, reportages télévisés, politiques publiques étatiques...).

Après avoir présenté le contexte social roubaisien, l'organisation et la sociographie de la locale, nous explorerons l'espace de contraintes qui structurent leurs représentations de la vie roubaisienne et orientent leur traitement des problèmes associés à la pauvreté de la ville. Puis, en comparant la manière dont les enjeux de logements insalubres et de chômage sont rapportés, nous chercherons à montrer qu'à bien des égards, et sans tomber dans une approche naturaliste, la ville « fait » son journal, tant par la capacité différentielle des groupes à solliciter l'attention des journalistes que par les problématiques qu'ils cherchent à mettre à l'agenda.

ETRE JOURNALISTE A ROUBAIX

La « ville la plus pauvre de France »

Employée régulièrement par les médias nationaux et locaux, la qualification de « ville la plus pauvre de France » est étayée par des taux de pauvreté et de chômage largement supérieurs aux standards nationaux. Tandis qu'en 2014, 45 % de sa population disposait de revenus inférieurs au seuil de pauvreté (fixé à 977 euros par mois, soit 60 % du revenu médian national)¹, l'INSEE recensait en 2012 30,8 % de chômeurs parmi les actifs de 15 à 64 ans (contre 10,6 % en France). A ce titre, peu de villes dotées d'une édition locale concentrent autant d'habitants pauvres, ceux-ci ne constituant en général qu'une minorité de la population, et donc du lectorat potentiel du journal. Mais Roubaix est également une commune extrêmement polarisée socialement, comptant certains quartiers parmi les plus privilégiés de l'hexagone. Troisième ville de France la plus inégalitaire en termes de revenus selon une étude de 2009², elle se classait en 2010 à la 18^e place des 41 communes de plus 100 000 habitants pour le nombre de foyers assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune³. Ces fortes disparités sociospatiales tiennent pour partie à l'histoire industrielle du territoire.

¹ Voir http://www.lecompas.fr/doc/compasetudes11_janvier2014.pdf

² http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Metropole_Lilloise/actualite/Secteur_Metropole_Lilloise/2011/11/12/article_roubaix-presentee-comme-la-troisieme-vil.shtml

³ Voir http://www.lavoixdunord.fr/Region/actualite/Secteur_Region/2010/08/31/article_chomage-record-et-isf-le-paradoxe-roubai.shtml

Capitale française du textile depuis la fin du XIX^{ème} siècle, Roubaix s'est urbanisée autour des usines, les courées logeant les ouvriers autour des unités de production (Cossart, Talpin, 2015). Les quartiers riches se tenaient en revanche légèrement à l'écart, au sud de la ville, notamment dans la zone de Barbieux.

Ville ouvrière, Roubaix a toujours attiré une population immigrée importante, belge d'abord à la fin du XIX^{ème} siècle, issue d'Europe du Sud ensuite, puis d'Afrique à partir des indépendances post-coloniales, et tout particulièrement d'Algérie (De Barros, 2005). La crise économique qui a touché Roubaix à partir des années 1970 a renforcé la proportion de descendants de l'immigration. En effet, alors que de nombreuses familles quittent la commune au point d'engendrer un net déclin démographique (15 % d'habitants en moins en vingt ans), elles ont été principalement remplacées par des ménages étrangers, conduisant certains chercheurs à parler de « white flight » (Rousseau, 2010). Si ces éléments structurels ne sauraient à eux-seuls expliquer la mauvaise image de la ville, ils alimentent une production d'essais et de reportages à la teneur souvent alarmiste. Définie comme la première commune où la « population musulmane » serait majoritaire (Aziz, 1996 ; Guirous 2015)⁴, « la ville a souvent tendance à apparaître au travers des “problèmes” qu'elle incarne » (Noyer, 2013, p. 182). Ainsi, entre 1995 et 2007, près de la moitié des références à Roubaix dans les médias télévisés nationaux se rapportent à des problématiques de « violence » (*ibid.*).

Roubaix est aussi régulièrement qualifiée de « capitale française de l'abstention »⁵, au regard des taux de participation électorale particulièrement faibles qu'elle connaît depuis une quinzaine d'années, après avoir longtemps été appréhendée comme la « ville sainte du socialisme » en raison de la domination locale du Parti Socialiste pendant la plus grande partie du XX^{ème} siècle. La commune a pourtant connu une alternance surprise en 2014, au terme d'élections marquées par l'éclatement de l'ancienne équipe municipale de gauche.

Une activité journalistique sous contrainte économique

⁴ Quand bien même les données sur lesquelles reposent ces essais s'avèrent fantaisistes.

⁵ Voir par exemple, *Télérama*, « Abstention piège à Ch'ti », 12 juin 2012 ; RTL, « Municipales 2014 : record d'abstention à Roubaix » 24 mars 2014.

Parallèlement à ces mutations sociopolitiques de la ville, l'activité de la presse quotidienne régionale à Roubaix s'est reconfigurée depuis les années 2000, à travers un double regroupement. D'une part, sous l'effet des dynamiques de concentration capitaliste à l'œuvre dans l'espace médiatique, *La Voix du Nord* et *Nord-Eclair* se sont engagés dès 2000 dans un processus de rapprochement qui les a placés sous la tutelle d'un même propriétaire (le groupe « La Voix » appartenant lui-même au groupe belge Rossel depuis 2005). Maintenant l'existence des deux titres dans les kiosques, celui-ci a fusionné leurs rédactions respectives, en janvier 2013, aussi bien pour la composition des pages d'informations générales qu'au sein des bureaux locaux. Menée parallèlement au renouvellement de la maquette de *Nord-Eclair* (qui est à nouveau transformée en mars 2015), cette fusion s'est accompagnée, d'autre part, du rassemblement dans un même *open space* des rédactions des villes voisines de Tourcoing et de Roubaix. Placées sous l'autorité d'un rédacteur en chef adjoint commun aux deux éditions, les équipes ont quitté le centre-ville de leurs communes respectives pour s'établir dans l'ancien quartier industriel de l'Union, situé à la charnière des deux cités.

Ces regroupements sont le produit d'un impératif de rationalisation des coûts résultant d'un déclin global de l'audience de ces deux titres. Du côté de *Nord-Eclair*, historiquement mieux implanté dans ce « versant Nord-Est » de la métropole lilloise que dominant Roubaix et Tourcoing, la diffusion moyenne est passée de 31 700 exemplaires quotidiens en 2007 à environ 17 000 fin 2015 pour l'ensemble des éditions du titre. Sur la seule locale de Roubaix, on compte 7 300 exemplaires diffusés par jour. Si *La Voix du Nord* résiste mieux que son concurrent historique, son lectorat s'est également érodé à l'échelle de la région, passant d'une moyenne de 292 000 exemplaires diffusés quotidiennement en 2007 à 226 000 en 2015. A Roubaix, où *La Voix du Nord* a toujours occupé une place secondaire, la diffusion s'établirait à seulement 3 000 exemplaires par jour fin 2015. Une enquête par sondage menée lors de l'été 2015 auprès 316 « personnes représentatives du lectorat de *Nord-Eclair* des éditions de Roubaix et Tourcoing » fournit quelques indices quant à la composition sociale de

ce public⁶. Celle-ci donne à voir une audience relativement âgée (60 % a plus de 50 ans, contre seulement 15 % de 34 ans et moins)⁷, dotée d'un capital scolaire hétérogène (40 % des lecteurs ayant abandonné leurs études avant le lycée, contre 51 % au moins diplômé du bac et d'une loyauté ancienne vis-à-vis du titre (72 % disent lire le journal depuis plus de dix ans).

Sociographie de la locale

Mise en place dans ce contexte de fusion et de réduction globale de la « masse salariale », la division du travail au sein de la locale de Roubaix est marquée par un principe de spécialisation géographique plus que thématique. Elle comprend en effet treize journalistes : cinq exclusivement affectés à l'actualité roubaisienne dont le chef de la locale et son adjoint, deux dédiés à la ville limitrophe de Wattrelos, quatre dévolus aux autres communes des alentours et deux éditrices. Parmi les cinq rédacteurs couvrant la ville de Roubaix, un seul dispose d'une expertise spécifique (sur les questions économiques). Ses collègues peuvent revendiquer des thématiques, informateurs et quartiers de prédilection, sans pour autant bénéficier de « chasses-gardées » pérennes. Potentiellement amenés à couvrir les différentes facettes de la vie municipale (à l'exception peut-être des manifestations culturelles plus volontiers déléguées aux correspondants locaux de presse), ils réservent le suivi de l'actualité policière et judiciaire à deux faits-diversiers dont l'horizon territorial est plus large puisqu'ils alimentent aussi bien la locale de Roubaix que celle de Tourcoing.

Les cinq rédacteurs affectés au suivi de Roubaix présentent des propriétés sociales relativement singulières au regard de la sociologie de la commune : tous sont des hommes, « blancs », entre 30 et 40 ans au moment de l'enquête, diplômés du supérieur. Deux d'entre eux sont nés dans la région mais aucun n'est originaire de Roubaix. Ils n'y vivent d'ailleurs pas aujourd'hui. Cette « distance sociale et géographique », pour reprendre les mots de l'un d'entre eux, présenterait l'avantage de ne pas être reconnu au quotidien lorsqu'ils quittent leurs habits de journaliste.

⁶ Ces indices sont évidemment conditionnés par les conditions de réalisation d'une enquête dont la représentativité est fragilisée par les évolutions rapides du lectorat.

⁷ A titre de comparaisons, 49,4 % de la population de la commune a moins de 30 ans (ce taux étant de 36,5 % de l'échelle nationale – INSEE, 2012).

Admettant qu'il serait « lourd » d'habiter dans l'un de ces quartiers pauvres qu'ils sont amenés à couvrir ou défendant l'idée que cette extériorité garantirait à leur regard d'observateur une plus grande objectivité, ils reconnaissent cependant le risque de perdre en capacité d'empathie et de compréhension.

Deux figurations de l'information

Dans cette situation où les deux quotidiens sont alimentés par une même rédaction, les journalistes produisent des articles figurant dans chacun des titres mais selon des logiques de hiérarchisation et de mise en page distinctes car pensées pour des publics hétérogènes. D'un côté, la maquette de *La Voix du Nord* repose sur un principe d'emboîtement territorial : les pages « Région » précèdent les pages « Métropole » qui elles-mêmes devancent le cahier « Roubaix et alentours » dans lequel prennent place tous les papiers touchant au territoire. Comprenant entre six et dix pages chaque jour, ce cahier est introduit par une page de garde annonçant notamment le principal article du jour⁸. L'ambition sous-jacente est de parvenir à organiser les informations, moins selon des logiques de cohérence territoriale, que selon une « hiérarchie d'intérêt des sujets » localisés par l'intermédiaire de balises indiquant le nom de la commune. Très rarement mis à la Une de ce cahier (3 cas sur 90 du 1^{er} janvier au 31 mars 2015), les faits divers locaux sont généralement regroupés sur une page dédiée bien que non labellisée comme telle dans la tête.

Du côté de *Nord-Eclair*, c'est un autre principe architectural qui prévaut, depuis la réforme de la maquette en mars 2015. Sauf actualité justifiant exceptionnellement la promotion d'un sujet national ou régional, la Une met quotidiennement en valeur le principal titre des pages locales. Démarrant en page 8 ou 10, ces dernières sont précédées de la rubrique « Métropole » elles-mêmes découpées en deux ensembles : d'abord des actualités générales similaires à celles restituées dans *La Voix du Nord*, ensuite deux ou quatre pages labellisées « faits divers justice » dans lesquelles les papiers des faits-diversiers du plateau Roubaix-Tourcoing côtoient ceux issus des autres locales de l'agglomération lilloise. Pensée pour valoriser les faits-divers auprès

⁸ Sur 90 « Unes » de ce cahier « Roubaix et alentours » éditées du 1^{er} janvier au 31 mars 2015, 58 renvoient à une actualité roubaisienne tandis que 32 portent sur l'une des communes voisines.

d'un public défini comme plus âgé et plus « populaire », cette mise en page suscite des réticences de la part de certains rédacteurs qui estiment que leurs productions arrivent trop tard dans le déroulé du journal, alors même qu'ils aborderaient des « sujets de fond ». Tout en permettant de dissocier les pages « Roubaix et communes » des comptes-rendus de délits, de crimes ou de procès impliquant leurs habitants, ce privilège formel accordé aux faits divers a été rationalisé au nom d'arguments commerciaux dont la justesse s'objective quotidiennement par un plus important taux de lecture, de partage et de commentaires, sur le site ou sur les réseaux sociaux.

Deux autres caractéristiques singularisent la maquette de *Nord-Eclair* par rapport à celle de *La Voix du Nord*. D'une part, elle comprend deux pages originales, communes aux éditions de Roubaix et de Tourcoing, imaginées pour « concerner » davantage le lectorat et animer le débat local. La page 2 constitue un espace éditorial incluant « point de vue » d'un des rédacteurs des deux locales, courrier des lecteurs, « photo du jour » et « débat du jour » (court filet qui rend compte des principales réactions des lecteurs à l'un des articles de la veille). Définie comme « implicante » et « facile à lire » par le rédacteur en chef, la page 3 se focalise sur un enjeu local traité dans un souci de vulgarisation à partir de genres rédactionnels hétérogènes (reportage, portrait, interviews croisées, analyse, points clés d'un programme municipal, etc.). D'autre part, considérant que le public de *Nord-Eclair* serait davantage en attente de « proximité », les pages locales sont organisées selon un découpage géographique identifiable par leurs têtes : « Roubaix », « Wattrelos » et « Communes ». Au sein des trois ou quatre pages « Roubaix » quotidiennes, l'impératif de proximité est redoublé par l'indication du quartier concerné via une balise en tête d'article.

La comparaison de ces deux maquettes donne bien à voir combien les représentations des lectorats et de leurs propriétés sociales respectives conditionnent la hiérarchie de l'information et sa mise en forme. Reste à présent à entrevoir les logiques constitutives du contenu informationnel, des formats et des postures journalistiques privilégiés.

UNE LOCALE « QUI S'ENGAGE »... MAIS AU SERVICE DE QUI ?

L'intensité des difficultés rencontrées par la commune rend possible des formes d'engagement journalistique relativement rares dans la presse régionale française. Légitimant habituellement un traitement déconflictualisé de l'actualité locale, l'impératif de proximité vis-à-vis des lecteurs sert ici, au contraire, à justifier une posture d'implication critique dans la vie locale, et ainsi se mettre au service de ses habitants. Mais lesquels précisément ? Les singularités du contexte roubaisien tendent à exacerber trois des tensions constitutives à l'exercice du journalisme dès lors qu'il prétend s'adresser au plus grand nombre et qu'il s'insère dans un espace territorial restreint : les rédacteurs entendent contrer les visions dépréciatives de la ville mais sans se voir accusés de « cacher la vérité » ni agir en simples relais de la communication municipale ; ils sont supposés rendre compte des controverses locales mais sans risquer de se mettre à dos certaines fractions du public ; enfin, ils aspirent à « être au cœur de la vie des gens⁹ » mais admettent ne pas toujours disposer d'informateurs dans les quartiers et les milieux sociaux les plus pauvres.

Une ville « explosive et bouillonnante »

Indépendamment de leur ancienneté dans la locale, tous les interviewés soulignent leur satisfaction à y exercer leur métier, en raison de la cohésion de l'équipe et des spécificités du territoire. Journalistiquement parlant, Roubaix offrirait des gratifications ajustées aux attentes des rédacteurs. Comme le souligne l'un d'entre eux, « on retrouve dans une ville de 100 000 habitants toutes les problématiques qu'on retrouve nationalement. Avec une proximité qu'on n'a pas [dans la presse nationale]. » Un autre décrit la commune comme « explosive et bouillonnante », traversée en permanence de « rumeurs et de peaux de banane », et où, à la différence de sa voisine Tourcoing, « il se passe toujours un truc ». Diversité et richesse des sujets à couvrir, multiplicité des sollicitations et des infos à vérifier, intensité des controverses locales :

⁹ Dans cette partie, sauf mention contraire, tous les termes ou les formules entre guillemets sont issus des entretiens réalisés avec les journalistes de la locale.

tous ces éléments favoriseraient l'attachement à une commune dont la mauvaise réputation fournit l'occasion de se distinguer des collègues qui ne voudraient pas y travailler, par « peur » ou préférence d'un territoire plus « confortable ».

S'il faut appréhender ces propos avec d'autant plus de recul que nous ne disposons pas de points de comparaison de première main, l'analyse des productions de la locale au cours des six premiers mois de 2015 confirme que l'équipe est marquée par une double ambition d'engagement vis-à-vis des habitants, notamment des plus fragiles sur un plan socioéconomique, et de distance critique vis-à-vis des autorités locales. D'une part, la locale de Roubaix dispose d'une pluralité d'espaces dans lesquelles les rédacteurs peuvent légitimement se positionner face aux controverses locales ou faire preuve d'ironie vis-à-vis des protagonistes de l'actualité municipale¹⁰. Outre la page 2 de *Nord-Eclair* et son « point de vue », la page 3 du même quotidien offre l'occasion de comparer l'action municipale de Roubaix et de Tourcoing, dresser le palmarès des succès ou des échecs locaux ou mettre en scène le débat municipal sur une problématique donnée¹¹. De même, dans *La Voix du Nord* cette fois, chaque rédacteur est potentiellement habilité à commenter l'actualité du jour par l'intermédiaire d'un encadré qui personnalise l'énoncé d'un point de vue : « La voix de [nom du journaliste] »¹².

D'autre part, une large partie des articles ou des dossiers consacrés à l'actualité « chaude » relève de ce que Hallin qualifiait de « sphère de la controverse légitime » (1989, p. 116). Qu'ils s'inscrivent dans une démarche polyphonique de restitution (plus ou moins équilibrée) de points de vue antagonistes ou qu'ils relaient de façon monosourcée une critique adressée à une autorité locale ou nationale¹³, ces nombreux papiers publicisent l'existence d'un problème, en identifient les victimes et en

¹⁰ Les journalistes alimentent une rubrique quotidienne de brèves écotières aux intitulés distincts (« La rumeur de la ville » dans *La VdN* ; « Clic-clac » dans *NE*) qui les autorisent à faire preuve de sarcasme vis-à-vis des personnalités locales.

¹¹ Parmi les papiers directement adossés à l'actualité roubaisienne : « Qui de Roubaix ou de Tourcoing bichonne le mieux ses étudiants » (9 mai), « OUI ou NON la zone de sécurité prioritaire est-elle un dispositif efficace ? » (14 mai), « Peut-on faire du V'Lille en toute sécurité dans les rues ? » (27 mai), le palmarès des projets affectés par la baisse des investissements publics (3 juin), etc.

¹² Pour le seul mois de février 2015, l'un des localiers a bénéficié à trois reprises de cet encadré, pour afficher son soutien à des salariés grévistes, dénoncer l'inutilité d'un arrêté municipal « anti-rassemblement » et appeler à la suppression de la réserve parlementaire des députés.

¹³ Par exemple, un reportage qui rend compte de la mobilisation de parents d'élèves contre la panne de chauffage d'une école (*VdN*, 29/01/2015).

nomment plus ou moins explicitement les responsables, ce qui n'est cependant pas le cas, nous le verrons, pour les enjeux relatifs à la pauvreté et au chômage. Inversement, et conformément à un positionnement éditorial qui bannit désormais tout suivi docile de « l'agenda » des pouvoirs locaux, la rédaction produit très peu de ces comptes-rendus (de conférences de presse, réunions associatives, cérémonies, etc.) dans lequel le journaliste s'efface au profit d'une restitution brute de déclarations publiques et/ou assure la promotion d'un événement et de ses organisateurs¹⁴. La rédaction ne se contente d'ailleurs pas de rendre compte d'un nombre important de controverses locales ; elle tend également à les mettre en valeur en termes de hiérarchie de l'information. En effet, sur les 58 Unes du cahier « Roubaix et alentours » consacrées à Roubaix du 1^{er} janvier au 31 mars 2015, 29 renvoient à un problème qui affecte la ville (insalubrité d'une piscine, grève dans un supermarché du centre-ville, diminution des subventions municipales aux associations, etc.)¹⁵.

L'engagement des rédacteurs dans la vie locale peut enfin s'objectiver au regard de leur forte présence sur les réseaux sociaux et notamment Twitter. Si l'investissement individuel est très inégal au sein de l'équipe (le plus actif publie en moyenne 840 tweets par mois contre 14 pour le moins présent), la locale de Roubaix paraît particulièrement réactive au regard de sa voisine de Tourcoing, que la comparaison porte sur le nombre mensuel moyen de tweets (218 pour le compte de la *Voix du Nord* Roubaix, contre 118 pour son équivalent de Tourcoing) ou sur le nombre d'abonnés (2749 contre 1311 pour les deux mêmes comptes – voir tableau n°1). Or ce sont des écarts similaires que l'on retrouve lorsque le calcul porte, non plus sur les rédactions des deux communes, mais sur leurs élus respectifs (tableau n°2) : qu'il s'agisse de la

¹⁴ Tous les interviewés confirment la décision prise en 2013 d'arrêter « l'agenda ». Il s'agirait désormais de ne plus construire le contenu des pages locales à partir des invitations aux événements officiels pour privilégier des informations susceptibles « d'intéresser les gens » par leur nouveauté et leur inscription dans le quotidien des lecteurs. Cette orientation rédactionnelle concerne aussi bien le suivi de l'actualité des pouvoirs locaux que la couverture des manifestations associatives, qualifiées de « nano-locales », car « ne concernant plus que les personnes citées dans l'article ». Au-delà du caractère « journalistiquement peu intéressant » d'une telle actualité, cette ligne éditoriale aurait été étayée par des études concluant que « les gens ne veulent plus d'un journal miroir » à l'âge du numérique. Ce constat tranche avec la hausse tendancielle du traitement de l'agenda institutionnel dans les journaux étudiés par Cégolène Frisque (2012), certes au cours des années 2000.

¹⁵ Parmi les 29 autres Unes, 13 rendent compte d'une information « positive », 7 présentent de façon strictement informative les actions de la mairie ou d'une association locale, 4 annoncent un reportage non strictement adossé à l'actualité, 3 se réfèrent à la lutte électorale à l'occasion des départementales, 1 seule renvoie à un fait divers.

moyenne des tweets envoyés par élus ou du nombre moyen d'abonnés par compte, les acteurs politiques de Roubaix manifestent un investissement bien supérieur sur le réseau socionumérique que leurs homologues tourquennois. Aussi parcellaire soit-elle, cette observation tend à confirmer en partie les comparaisons effectuées par les journalistes quant au dynamisme relatif de la vie politique locale et son fort potentiel de conflictualité. Elle permet en outre d'asseoir l'hypothèse que la récurrente mise à l'agenda des difficultés que rencontrent la commune et ses habitants tient en partie à l'intensité du travail de publicisation entrepris par les acteurs locaux pour promouvoir leur action, disqualifier leurs adversaires, porter des causes auprès du grand public, et ainsi externaliser par le biais de la communication médiatique leurs affrontements.

Tableau n°1. Activité des comptes officiels des locales de Roubaix et Tourcoing sur Tweeter

	Inscription	Nombre d'abonnés	Nombre de tweets total	Moyenne tweets/mois
Nord-Eclair Roubaix	avr-10	2669	7122	98
Voix du Nord Roubaix	juil-13	2749	7188	218
Nord-Eclair Tourcoing	avr-10	559	1524	21
Voix du Nord Tourcoing	janv-14	1311	3190	118

(*) Calcul au 2 mai 2016

Tableau n°2. Activité des élus des conseils municipaux de Roubaix et Tourcoing sur Tweeter

	Comptes actifs (sur N élus)	Moyenne des tweets envoyés (*)	Moyenne des abonnés (*)
Roubaix			
- Majorité	18 / 36	1236	290
- Opposition	11 / 17	1150	427
- Total	29 / 53	1210	332
Tourcoing			
- Majorité	9 / 39	206	64
- Opposition	3 / 14	187	21
- Total	12 / 53	201	58

(*) Le calcul, arrêté au 2 mai 2016, porte sur l'ensemble des membres des deux conseils municipaux, à l'exception de deux personnalités (Gérald Darmanin, maire de Tourcoing, et Myriam Cau, élue d'opposition à Roubaix) dont le volume de Tweets et le nombre d'abonnés est à ce point supérieur à ceux des autres élus qu'ils structurent à eux seuls les moyennes.

Un territoire à « défendre »

Parmi les motifs d'engagement dans la vie locale, les rédacteurs revendiquent d'être au service du territoire et de ses habitants. Cette exigence, classique dans la

PQR, est ici exacerbée par la récurrente focalisation des médias nationaux sur ce supposé « laboratoire » de l'islamisme radical, du « communautarisme » ou, plus généralement, des dysfonctionnements de la société française. Rien qu'au cours des six premiers mois de l'année 2015, deux médias nationaux ont renvoyé une image très négative de la ville. Le 5 mars, *Valeurs actuelles* publie un long article sur « Roubaix, la ville aux six mosquées », tandis que, le 12 avril, le magazine *Zone Interdite* (M6) consacre à Roubaix une large part de son reportage « Quartiers sensibles, le vrai visage des nouveaux ghettos ». Ces deux diffusions ont conduit les rédacteurs de la locale à disqualifier le travail de leurs collègues nationaux en en dénonçant la superficialité et la malhonnêteté, à l'image de cette pleine page titrée « *Valeurs actuelles* publie un article truffé de clichés et de mensonges » (VdN, 7/03).

Présentée comme partie prenante de la ligne éditoriale, la posture de « défenseurs du territoire » face aux attaques extérieures voit sa légitimité immédiatement contrebalancée par la recherche du « bon curseur » dans la description de la « réalité » de la ville. D'un côté, cette défense se justifierait par une responsabilité constitutive à l'intégration dans le territoire. Tandis que les journalistes nationaux peuvent retourner dans leurs rédactions parisiennes à l'issue de leurs « enquêtes » sans subir les conséquences de leurs présentations négatives de la ville, les rédacteurs roubaisiens ne pourraient se permettre de se mettre à dos leurs interlocuteurs locaux par des productions injustement dépréciatives car reposant sur l'entretien de clichés « sensationnels » et « vendeurs » :

« Un Parisien qui débarque ici, c'est : je mets le feu et puis je me barre, puisque j'ai pas besoin d'éteindre l'incendie puisque je n'ai plus besoin de personne derrière. Nous, notre quotidien, il est avec ces gens-là en permanence, que ce soit le mec dont on va mettre le nom puisqu'il a commis un fait divers ou que ce soit le maire ou un président d'association qu'on aura soupçonné de faire du prosélytisme islamique dans son club. Donc on a toujours cette nécessité de garder le contact. » (Rédacteur en chef adjoint)

Ces mises à l'index nationales contribueraient également à nourrir un rapport qualifié de « conflictuel » entre la population roubaisienne et les médias, ce dont pâtiraient les rédacteurs de la locale, notamment vis-à-vis des habitants les moins disposés à lire la presse et les plus susceptibles d'homogénéiser le travail journalistique en se référant au modèle télévisuel. Dans ces conditions, réagir aux images négatives véhiculées par les

médias nationaux constituerait aussi une occasion de s'en distancier pour mieux marquer la singularité d'un travail fondé sur la connaissance fine du territoire et de sa complexité.

D'un autre côté, les journalistes admettent l'ambiguïté potentielle d'un tel réenchancement, dès lors que « la réalité » les « rattrape ». Ce tiraillement quant à la définition d'une représentation « objective » de la ville s'observe dans le relatif désaccord que les papiers rédigés en réaction à *Valeurs actuelles* ont pu susciter dans l'équipe. Si tous convenaient de la nécessité de « démonter l'article », la focalisation sur des erreurs factuelles telles que la bonne localisation d'un magasin vendant des burqas ne constituerait pas une réponse pertinente selon certains :

« Là, on en a discuté longuement parce que je n'étais pas d'accord de dire : "ils se trompent, les magasins dans lesquels il y a des burqas, ce n'est pas rue de l'Alma, c'est rue de Lannoy". Pour le commun des mortels, on s'en fout, ça existe, c'est à Roubaix... » (Rédacteur en chef adjoint)

Ainsi, les postures défensives vis-à-vis de Roubaix pourraient accréditer l'idée, parfois véhiculée sous forme de critiques par les lecteurs ou par certains collègues du siège lillois, que la locale « cacherait la vérité » quant à l'ampleur de la délinquance, de la radicalisation religieuse ou de la misère des habitants :

« Ce qui est assez curieux, c'est que nous, on donne toujours l'impression aux rédactions lilloises ou parisiennes de cacher ou de ne pas toujours voir la vérité. (...) Quand je dis les gens de Lille, ça reste nos collègues avec qui on peut discuter... mais il y a quand même ce présupposé qui est de dire : la vérité est entre ce que [les journalistes de] Paris [vont] dire et ce que [les journalistes de] Roubaix nous di[sen]t, et entre les deux, c'est nous, [les journalistes du siège lillois]. (...) Il y a quand même toujours cette idée qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Donc c'est un combat. » (Rédacteur en chef adjoint)

Les journalistes sont ainsi placés face à des contraintes antagonistes qui renvoient à l'hétérogénéité des publics (des habitants aux collègues lillois), et qui les conduisent à questionner la pertinence de l'image qu'ils construisent de la ville. Revendiquant la nécessité d'une vision « juste mais équilibrée », ils convertissent cet enjeu de *représentation* en exigence de *représentativité* des articles au regard de leur tonalité, positive ou négative. Cela les amène notamment à promouvoir auprès de la rédaction en chef des « bonnes nouvelles » pour alimenter les pages Région ou

Métropole et ainsi éviter que Roubaix ne soient uniquement évoqué auprès des publics extérieurs qu'à l'occasion de faits divers (tableau n° 3).

Tableau n°3. Thématiques des articles évoquant Roubaix dans les pages « Région » et « Métropole » de la Voix du Nord du 1^{er} janvier au 31 mars 2015 (*)

	Région	Métropole
<i>Motif de l'évocation de Roubaix</i>		
Actualité strictement roubaisienne	21	27
Roubaix comme illustration d'enjeux « généraux »	3	6
Relations entre Roubaix et autres collectivités	0	6
<i>Thématique</i>		
Faits divers, sécurité	14	7
Vie culturelle et artistique	2	10
Equipement, urbanisme, voirie, logement	2	8
Politiques de développement économique	0	6
Services publics (éducation, santé, action sociale...)	3	2
Commerce, industrie, entreprises	1	3
Religion, relations entre « communautés »	2	1
Vie politique locale	0	2
TOTAL	24	39

(*) Sont ici pris en compte l'ensemble des papiers publiés dans les pages « Région » et « Métropole », à l'exception des brèves.

Aussi les rédacteurs interviewés revendiquent-ils leur souci de « mettre en avant des amoureux de Roubaix, des personnalités qui ont leur parcours, des choses bien ». Comme le souligne le chef-adjoint de la locale, « à la limite, ce n'est même pas par défense de Roubaix, c'est parce que ça existe... ». Mais si cette valorisation des figures et des initiatives positives du territoire constitue un genre classique en PQR, elle prend une tournure originale dans le cas roubaisien tant les journalistes prennent soin de justifier ces papiers de type magazine au nom de la nécessaire restauration de l'image de la ville. Ainsi, le dossier « Huit bons plans gratuits ou presque à Roubaix » (VdN, 01/02) est introduit par la mention suivante : « Les mauvaises langues vous diront qu'il n'y a aucune raison de vivre à Roubaix. Nous, nous en avons trouvé au moins huit, qu'on vous fait partager. » De même, l'article consacré à la présence de huit jeunes Roubaisiens au festival de Cannes est accompagné d'un « débat du jour » demandant aux lecteurs si un tel événement est « bon pour la ville » (NE, 10/05). Au final, du 1^{er} mars au 30 juin 2015, 26 papiers font explicitement référence à cet enjeu de l'image de la ville, de ses quartiers et/ou de ses habitants dont 6 commentaires (« Point de vue » ou « Débat du jour ») et 3 dossiers de la page 3.

Une « diversité » à promouvoir

La défense du territoire suppose également de renverser les problématiques habituellement accolées à Roubaix et substituer aux lectures fondées sur l'emprise du fondamentalisme musulman, une approche socioéconomique des difficultés de la ville. Une telle perspective est notamment perceptible dans le dossier de la page 3 de *Nord-Eclair* « Un “état d’apartheid” à Roubaix : vrai ou faux ? » (15 mai 2015), constitué en réaction à une interview du réalisateur roubaisien Arnaud Desplechin dans le magazine *Society*. Assurant la promotion de son nouveau film dont l'intrigue se déroule dans sa ville de jeunesse, ce dernier avait déclaré « avoir vécu un état d’apartheid à Roubaix », justifiant ce terme par ses souvenirs d’une opposition entre « Blancs » et « Algériens » dans la cour d’école. Pour lui répondre, l’auteur du dossier va construire sa démonstration en se focalisant sur les inégalités sociospatiales et en mobilisant le point de vue d’un sociologue qui analyse l’effet des politiques de peuplement sur la concentration de ménages pauvres dans la ville.

Plus généralement, les rédacteurs s’attachent à défendre le bienfondé de la « diversité » roubaisienne, qu’elle s’exprime en termes d’origine nationale ou de religion, retournant de la sorte le stigmate associé à la ville¹⁶. Les jours suivant les attentats de janvier 2015 ont notamment offert l’occasion de mettre l’accent sur la solidarité des « différentes composantes » de la ville, de la pleine page consacrée au rassemblement de soutien (« Roubaix, ville diverse, unie pour refuser l’amalgame et la barbarie », *VdN*, 9/01/15), à un dossier mis à la Une des pages locales (« La communauté musulmane écœurée », *VdN*, 10/01/15), en passant par un long reportage sur le déroulement de la minute de silence dans les collèges de la commune (*VdN*, 09/01/15). Critiqués par certains lecteurs pour une perspective jugée trop angélique, les journalistes ont même défendu l’angle de ces papiers, dans une édition ultérieure : « Diversité ? Fallait-il comprendre que les personnes [présentes au rassemblement] ne représentaient pas la mosaïque roubaisienne ? Qu’il n’y avait pas (...) assez de

¹⁶ On peut remarquer ici une relative convergence avec l’objectif des politiques municipales – en particulier quand le Parti socialiste était au pouvoir – de promouvoir le multiculturalisme roubaisien comme image de marque de la ville, dans le but notamment d’attirer des ménages de classe moyenne, artistes ou « bobos » (voir Rousseau, 2010).

musulmans ? Des représentants de cette “*diversité*”, on en a vus. On a même parlé avec eux. Après, toute la population roubaisienne ne se mobilise pas uniformément. Pour des manifestations ou des élections du reste (...) » (VdN, 12/01/15).

Pour autant, tous les rédacteurs avouent leur embarras face à la question du traitement des enjeux de radicalisation religieuse ou de prosélytisme. Citant des anecdotes telles que des pressions masculines contre la présence d'équipes féminines dans les clubs sportifs ou le refus d'un mari que sa femme, pourtant engagée dans une mobilisation locale, se fasse photographier, l'un des localiers reconnaît qu'il s'agit d'une thématique « compliquée », sur laquelle « il faut être carré » et pour laquelle certaines choses vues sont « difficiles à considérer comme une info ». Nourries par le souci de ne pas contribuer à stigmatiser des populations qui sont aussi de potentiels lecteurs, ces réticences sont alimentées par des affaires que les journalistes regrettent *a posteriori* d'avoir « monté en épingle » tant elles ont suscité des commentaires haineux sur les réseaux sociaux et des retours critiques de la part de leurs informateurs dans les quartiers¹⁷.

Or c'est bien cette capacité à élargir l'audience au-delà du « microcosme » des personnes « les plus investies dans la vie locale » qui constitue l'un des enjeux les plus délicats de l'activité journalistique à Roubaix. Au-delà d'un vieillissement du lectorat qui concerne l'ensemble de la PQR, les rédacteurs confient un relatif désenchantement face à une configuration locale reposant sur un déficit de revenus, d'instruction et

¹⁷ Nous faisons ici notamment référence à l'« affaire Godefroy » du nom d'une famille du quartier du Pile qui aurait été « harcelée » par plusieurs « jeunes » du voisinage. Initialement traité par un fait-diversier sollicité par le père de famille lui-même (NE, 9 mai), cette histoire a été « grandie » par une mise en Une le 9 mai, puis érigé en illustration de l'échec de la politique de sécurité de la municipalité dans un « Point de vue » le 10 mai. Repris par certains médias nationaux, l'affaire va enclencher des dynamiques croisées. D'un côté, les pouvoirs locaux sont contraints de réagir à une actualité dont chaque rebondissement s'accompagne de papiers très commentés sur le web (ils arrivent en tête des articles les plus lus les 9, 10, 12 et 29 mai). De l'autre, cette prise en charge institutionnelle (via un renforcement de la présence policière, puis une aide au déménagement de la famille) justifie l'investissement journalistique sur ce qui n'est au départ qu'un conflit de voisinage. Cette politisation va d'ailleurs entraîner un déplacement progressif du cadrage de l'affaire : initialement présentée sous l'angle du contrôle de la rue par une bande de jeunes, elle sera commentée par différents acteurs locaux et nationaux comme le reflet d'affrontements « communautaires ». Face à ces risques de « récupération », la locale tend à se désolidariser du parti pris initial, relayant le point de vue des jeunes mis en accusation (12 mai), moquant l'intérêt soudain des médias nationaux pour la ville (16 mai), ironisant sur le communiqué du Front national (16 mai), valorisant les initiatives associatives pour promouvoir une image plus accueillante du quartier (18 mai), etc. Lors des entretiens, certains journalistes expriment leur regret d'avoir endossé le point de vue d'une famille finalement « pas si clean » et ainsi contribué à renforcer la stigmatisation du quartier.

d'intégration sociale qui ne favoriserait pas l'achat du journal et entraînerait peu de « retours des gens ordinaires ». Comme le résume l'un des localiers :

« Notre drame ici, c'est que la pauvreté fait que les gens n'ont pas les moyens d'acheter le journal et que nous-mêmes, on est à cent lieues de leurs préoccupations souvent, même si on essaie de se mettre à leur place et de savoir ce qui pourrait les intéresser. Mais globalement, on est un journal qui ne s'adresse pas à eux. Malheureusement. »

Ce manque de « contacts avec M. Tout le Monde » se mesure également aux difficultés à se constituer un réseau dans les quartiers les plus pauvres de la ville et ainsi accéder aux informations qui les concernent. Tous les localiers empruntent une distinction entre « sources » et « relais », ces derniers servant à « introduire » les journalistes dans certains milieux : « Quand on n'a pas de relais, on est un peu dans le pétrin. Et c'est d'ailleurs pour ça qu'il y a des quartiers où on va moins » (chef-adjoint de la locale).

La structure sociale de la ville conditionne donc de nombreux aspects des relations qu'entretiennent les habitants – dans leur diversité – avec le journal local et ses rédacteurs. Elle joue aussi sur les rôles que cherchent à endosser ces derniers, contraints de se positionner face à la stigmatisation de la ville et de sa population qui compose à la fois le cœur des récits et le lectorat potentiel. Reste à entrevoir à présent les représentations de cette ville pauvre que charrient les pages locales.

LA PAUVRETE COMME « TOILE DE FOND » DE LA PRODUCTION REDACTIONNELLE

Une mise en visibilité paradoxale de la pauvreté

Malgré l'ampleur du phénomène et le souci de privilégier une lecture socioéconomique des difficultés de la ville, la pauvreté est rarement érigée en sujet à part entière dans les productions de la locale. Elle apparaît plutôt en filigrane, comme « toile de fond » des sujets d'actualité et des reportages. Parmi les indices permettant d'étayer ce constat, on peut tout d'abord noter la relativement faible utilisation du terme même de « pauvre(s) » et de ses dérivés (« appauvrissement », « pauvreté »), en

excluant leurs usages purement métaphoriques. Si l'on compte malgré tout 37 mentions de ces mots sur les six premiers mois de l'année 2015, ils ne sont mobilisés qu'à 20 reprises par les journalistes eux-mêmes, les autres occurrences figurant dans les discours rapportés ou les courriers des lecteurs.

Tableau n°4. Recensement des termes comprenant la racine « *pauvr* » dans les pages Roubaix de *La Voix du Nord* et de *Nord-Eclair* (janvier-juin 2015)

	<i>Voix du Nord</i> (01-03/2015)	<i>Nord-Eclair</i> (04-06/2015)
Article – Texte journalistique	10	5
Article - Discours rapporté	6	6
Point de vue	(*)	5
Courrier des lecteurs	(*)	5
TOTAL	16	21

(*) Pour rappel, le contenu de la page 2 de *Nord-Eclair* qui comprend notamment le « point de vue » de la rédaction et le courrier des lecteurs, n'est pas édité dans *La Voix du Nord*.

Un tel indicateur ne peut évidemment conduire à la conclusion d'une faible visibilité de la pauvreté, même si, d'un point de vue strictement lexical, les différents synonymes du terme s'avèrent eux aussi très peu présents dans les pages locales (par exemple, 15 utilisations – y compris métaphoriques – de mots comprenant la racine « misèr*/misér* » de janvier à juin 2015). Il convient surtout d'en observer les usages et constater que les références explicites à la pauvreté de la ville servent avant tout d'éléments contextuels et argumentatifs. Autrement dit, il s'agit moins de la décrire ou de la dénoncer en tant que telle que de justifier les revendications des acteurs associatifs ou bien d'étayer l'analyse critique des décisions des autorités locales ou nationales. Quelques exemples permettent de s'en convaincre :

- « Les réserves parlementaires des députés Baert (PS) et Vercamer (UDI) ne profitent presque pas à Roubaix. Les deux hommes le justifient en expliquant que la ville la plus pauvre de France a déjà un sénateur. » (*VdN*, 15/02/15)
- « Six des neuf centres sociaux de Roubaix (...) ont pris la parole solennellement hier, pour réexpliquer leur rôle, qu'ils jugent central dans la ville la plus pauvre de France » (*VdN*, 20/02/15) ;
- « [Les associations de défense des Roms] savent que leur cause est impopulaire et mal perçue dans la ville la plus pauvre de France. » (*VdN*, 20/02/15)
- Question posée à l'adjoint au maire en charge des questions sociales : « Dans la ville la plus pauvre de France, ne pensez-vous pas que les centres sociaux auraient pu être épargnés par cette baisse [des subventions] ? » (24/02/15)

Plus généralement, les localiers évacuent habituellement tout registre « misérabiliste » pour rendre compte du quotidien des habitants, aussi bien dans les papiers adossés à l'actualité de la ville que dans leurs reportages ou enquêtes à la tonalité « magazine »¹⁸. Globalement marquées par une relative sobriété, les descriptions peuvent cependant parfois s'aventurer dans une perspective « populiste » pour qualifier les personnages principaux des récits dont on valorise le mérite, le courage ou la réussite, en dépit d'un environnement qui ne prédisposait pas à de tels destins (Grignon, Passeron, 1989).

Au-delà du style rédactionnel, les approches journalistiques de la pauvreté peuvent être également observées à travers la hiérarchie des thématiques qui nourrissent les controverses locales mises à l'agenda. Si l'on exclut les brèves, 266 articles publiés au cours des six premiers mois de 2015 rendent compte d'un problème qui toucherait la ville, ses institutions ou ses habitants. En raison de la multiplicité des enjeux soulevés dans certains papiers et de nos principes de codage, ce sont pas moins de 299 sujets de controverses que rapportent les rédacteurs de la locale (tableau n°5). Or ni la pauvreté ni les inégalités sociales ne sont explicitement érigées comme thématique propre des critiques relayées ou initiées par les journalistes. Pour autant, elles forment le soubassement implicite d'une large part des plaintes et des débats qui motivent ces articles, qu'il s'agisse des difficultés financières et organisationnelles des centres sociaux, de l'insalubrité des logements, des revendications en matière éducative, des demandes de maintien des brocantes dans les quartiers pauvres, de l'exacerbation des agents des services publics face à l'agressivité d'usagers en difficulté, de la gestion des friches, des équipements publics dégradés ou des dépôts sauvages dans les parties les plus précarisées de la ville.

Tableau n°5. Thématiques des controverses traitées dans les pages Roubaix du 1^{er} janvier au 30 juin 2015 (*)

	Nombre	%
Vie des associations, centre sociaux et comités de quartiers	46	17 %

¹⁸ Les postures misérabilistes peuvent se retrouver plus ponctuellement dans les récits des faits diversiers, notamment lorsqu'ils rendent compte des audiences judiciaires, à l'image de l'exemple suivant : « C'est un concentré de la misère sur laquelle s'éreintent quotidiennement juges et avocats en comparaison immédiate. » (VdN, 27/02/15). De telles qualifications des auteurs ou victimes de la délinquance demeurent cependant assez rares.

Logement	32	12 %
Education et petite enfance	29	11 %
Commerces, brocantes, puces	27	10 %
Religions, relations entre « communautés », Roms	24	9 %
Circulation, voirie, plans d'urbanisme	22	8 %
Conflits sociaux, grèves (entreprises privées)	20	8 %
Insalubrité des espaces publics, nuisances sonores	19	7 %
Services publics (CAF, hôpitaux, centres de loisirs)	18	7 %
Emploi, insertion, aides aux chômeurs	15	6 %
Insécurité, incivilités	13	5 %
Politique culturelle, établissements culturels	13	5 %
Equipements municipaux	8	3 %
Autres	13	5 %
Total	299	(**)

(*) L'analyse porte sur les 266 articles faisant explicitement état d'un problème en suspens, d'une polémique ou d'un débat local. Les brèves n'ont pas été comptabilisées.

(**) Total supérieur à 100 % en raison de la pluralité des problèmes soulevés dans certains articles.

De fait, la mise en visibilité médiatique de la pauvreté et de ses conséquences dépend très fortement des mobilisations associatives ou de l'action municipale, et surtout de la capacité de ces structures à solliciter l'attention des rédacteurs et orienter leur regard. Or, si la locale défend fréquemment les initiatives de la mairie pour contrer les représentations stigmatisantes de la ville ou brocarder les insuffisantes ressources financières, matérielles et humaines accordées à la commune par les institutions métropolitaines, régionales ou nationales, elle tend surtout à relayer les critiques et revendications des associations et des habitants contre la mairie. Comme le montre le tableau n°6, pas moins de 46 % des 266 articles rendant compte d'un problème en imputent au moins une partie de la responsabilité aux élus ou à l'administration municipale. Ce résultat ne surprend guère lorsque l'on le confronte aux propos des journalistes qui assument ouvertement leur souci de « mettre les élus face à leurs incohérences », d'« être des empêcheurs de tourner en rond » et de produire un « journal poil à gratter ». Revendiquant d'être au service des habitants, ils adoptent aisément des postures explicitement évaluatrices et/ou ironiques pour rendre compte des actions (ou de l'inaction) de la mairie, n'hésitant pas parfois à faire preuve de familiarité vis-à-vis de ses représentants, à l'image du sobriquet « Sheriff Maggie » pour désigner l'adjointe en charge de la sécurité. En ce sens, le journal roubaisien détonne au regard de ce que l'on sait de la proximité traditionnelle entre la PQR et les pouvoirs locaux (Roubieu 1994; Le Bohec 1998 ; Frisque, 2010).

Tableau n°6. Catégories d'acteurs mis en cause dans les pages Roubaix du 1^{er} janvier au 30 juin 2015 (*)

	Nombre	%
Mairie et services municipaux	123	46 %
Etat, institutions publiques locales (autres que mairie)	46	17 %
Bailleurs sociaux et propriétaires privés	31	12 %
Direction d'entreprises privées	25	9 %
Direction d'établissements publics ou d'associations locales	18	7 %
Habitants ordinaires	18	7 %
Autres	9	3 %
Responsabilité non explicitée ou floue	25	9 %
Total	295	(*)

(*) L'analyse porte sur les 266 articles faisant explicitement état d'un problème en suspens, d'une polémique ou d'un débat local. Les brèves n'ont pas été comptabilisées.

(**) Total supérieur à 100 % en raison de la pluralité potentielle des catégories d'acteurs mis en cause dans un même article.

Si la pauvreté ne constitue qu'épisodiquement l'objet principal des articles et des points de vue de la locale, on peut cependant en appréhender certaines des représentations en comparant successivement les modalités de traitement de deux enjeux adjacents : le délabrement des logements d'un côté, le chômage de l'autre.

Un rôle de « justicier » face aux logements indignes

L'insalubrité des logements et ses nombreuses déclinaisons (absence d'eau chaude ou de chauffage, dégradations des parties communes, dysfonctionnements des ascenseurs, etc.) constitue une thématique fréquemment abordée par la locale, en raison notamment de l'intensité des sollicitations de la part des associations ou des habitants eux-mêmes. Les journalistes reconnaissent la justesse d'une telle focalisation sur la vétusté des habitations et la souffrance de leurs locataires, que les biens ainsi mis en cause soient loués par des « marchands de sommeil » privés ou par des bailleurs institutionnels. Si ces cas méritent d'être mis à l'agenda, c'est bien parce qu'ils entreraient en résonance avec le vécu de nombreux lecteurs et permettraient de satisfaire cette norme de proximité que les rédacteurs érigent en exigence prioritaire :

« C'est aussi le quotidien des gens. Les gens se reconnaissent là-dedans. Si Mme Michu [du quartier] des Trois-Ponts nous dit qu'elle n'a plus d'eau chaude depuis trois mois, une autre dame va se dire : "Tiens, moi c'est pareil". Donc on est quand même dans le quotidien des gens. Et beaucoup de gens, notamment à Roubaix. (...) Il y a un tel parc de logements sociaux ! » (Localier)

Tous admettent cependant que ces papiers soulèvent deux questionnements convergents. Le premier renvoie à une difficulté en termes de sélection et de hiérarchie de l'information. Très fortement sollicités par les habitants, les rédacteurs doivent s'efforcer de « trier » les plaintes les plus significatives et de trouver le « bon équilibre » face à deux risques symétriques, en « faire trop » ou « pas assez » :

« Quand on fait un papier pour parler des difficultés qu'une dame a pour faire rénover son logement, derrière on a dix coups de fil de gens qui nous disent : "Ah ben moi aussi j'ai un propriétaire véreux qui ne répare pas et tout..." On se dit : OK, c'est bon, ça va, on en a fait un, on ne va pas en faire dix, parce qu'on n'aurait jamais fini... Et puis on donnerait l'impression... je pense que les journalistes doivent essayer aussi d'apporter un peu d'espoir, on n'est pas là pour enfoncer la tête de Roubaix sous l'eau tout le temps. » (Chef-adjoint de la locale)

La seconde interrogation porte sur la pertinence des cadrages mobilisés pour rendre compte de ces situations. Tous les interviewés conviennent de la légitimité de soutenir explicitement les plaintes des locataires excédés par la passivité de bailleurs trop peu scrupuleux. La prise de conscience du caractère « délirant » des réalités observées sur le terrain engendrerait une confusion entre « journalisme et part d'humanité » (rédacteur en chef adjoint) et autoriserait une suspension des règles de distanciation qui prévalent dans d'autres circonstances¹⁹. Ces postures indignées s'avèrent d'autant plus légitimes que « la lutte contre l'habitat indigne » a été posée comme action prioritaire de la nouvelle municipalité. Défendre des locataires aux conditions de vie aussi dégradées constitue une prise de position qui surmonte les clivages politiques locaux. Pour autant, les rédacteurs s'avèrent tous dubitatifs quant à la justesse journalistique du rôle de « justicier » qui leur est ainsi assigné par des habitants soucieux de profiter de cette audience médiatique pour publiciser leur cause et sortir d'un face-à-face stérile avec leurs bailleurs :

« - [Les habitants] nous disent : "Vous êtes notre seul espoir..." Enfin non ! (...) On ne veut pas se donner le rôle qu'on n'a pas. (...) Et le souci, qui est bien et pas bien, c'est que : quand on intervient, [les bailleurs] interviennent...

- Pourquoi un souci ?

- Le souci, c'est qu'on se dit : "c'est bien, on est utile". Mais en même temps, ce n'est pas normal, ça ne devrait pas se passer comme ça. Si les gens ont un problème, ils devraient juste appeler [office HLM 1] ou [office HLM 2] et ils

¹⁹ Quand la souffrance sociale est si visible, il peut devenir difficile de la maintenir parfaitement à distance comme le requièrent les standards journalistiques dominants (Boltanski, 1993).

règlent leur problème avec leur bailleur. Mais qu'ils ne nous appellent pas systématiquement ! Du coup, on se retrouve un peu comme des porte-parole... En fait, on est juste journaliste, on vient regarder ce qu'il se passe et on vient [le] raconter. (...) Je ne me sens pas justicier. Voilà, je ne me mets pas dans la peau de Julien Courbet. Ce n'est pas ce qui me passionne le plus dans le métier d'aller regarder les problèmes d'eau chaude. Même s'il faut le faire, c'est bien de le faire. » (Localier)

Ces sujets qu'un autre journaliste qualifie avec ironie de papiers « super-héros » amènent les rédacteurs à régulièrement solliciter les bailleurs mis en cause pour recueillir leurs réactions dans un souci de polyphonie, mais aussi pour les contraindre à agir par la menace d'une publicité négative. De la sorte, la rédaction entretient des rapports très conflictuels avec les principaux offices HLM de la ville dont ils n'hésitent pas à moquer les interventions publiques dans les rubriques de brèves écotières ou à rendre compte des menaces que ces dernières formulent à leur encontre²⁰. Mettre le journal et son « pouvoir » de publicisation au service des habitants les plus fragiles ne questionne pas seulement les normes de distanciation professionnelle. Ces pratiques interrogent aussi l'équilibre entre indépendance rédactionnelle et contraintes de « réalisme » (Lemieux, 2000), économique notamment. En effet, si les récits des interviewés sont généralement ponctués d'anecdotes relatives aux tentatives d'intimidation physique effectuées par des propriétaires privés mis en accusation²¹, ils mentionnent aussi des pressions plus subtiles mais potentiellement plus efficaces, menées par les bailleurs institutionnels auprès de leur hiérarchie. Les offices HLM

²⁰ La brève suivante est significative de ce souci de prendre à partie les lecteurs en rendant compte de façon sarcastique des relations houleuses entretenues avec certains bailleurs sociaux de la ville. De telles interactions étant généralement peu visibles dans le contenu rédactionnel [Legavre, 2001], leur publicisation permet d'endosser un réel rôle de contre-pouvoir au service des habitants : « Rira bien qui rira le dernier, semble nous dire la chargée de communication du bailleur LMH. (...) Jeudi 12 février, nous nous sommes amusés du fait que le vice-président de l'office HLM prenne le premier adjoint, pour le maire de Roubaix. Sauf que nous nous sommes trompés sur le prénom du vice-président, Régis Caillau, que nous avons rebaptisé Roger. Fichtre ! Du coup, Catherine Darry nous a priés de faire cette précision sous le titre "*Le fameux arroseur arrosé*". On espère qu'elle fera preuve du même humour lors de la prochaine manifestation de locataires en colère » (VdN, 14/02/2015).

²¹ Ces situations peuvent elles aussi être restituées dans le journal, à l'image de ce billet intitulé « Le propriétaire sort de ses gonds » (VdN, 18/01/2015) : « Le propriétaire du bâtiment dans lequel est installée l'Eglise universelle de Dieu est un personnage aux méthodes étonnantes. Furieux de notre article de vendredi, qui montre qu'il a loué un local ne répondant à aucune norme de sécurité (...), il a menacé de porter plainte pour "intrusion dans un lieu privé" pour avoir osé pénétrer dans sa propriété pour réaliser des photos. (...) L'homme est passé aux menaces physiques avant de tenter de nous empêcher de quitter les lieux en bloquant notre voiture avec son propre véhicule. (...) »

disposent en effet d'une capacité de monnayer une relative bienveillance des équipes rédactionnelles. Au-delà des classiques négociations sur les budgets publicitaires qui ne sont ici visiblement pas en cause, elles peuvent par exemple interdire l'accès de leurs immeubles aux colporteurs privés chargés de distribuer les journaux tôt le matin et ainsi susciter de potentiels désabonnements.

L'emploi comme voie d'accès au chômage

Tout comme la pauvreté des habitants, l'évocation d'un phénomène structurel tel que le chômage – pourtant massif à Roubaix – ne va pas de soi, en raison des contraintes pratiques et normatives qui conditionnent l'activité journalistique au quotidien :

- « On ne va pas forcément se dire : “Aujourd'hui, on va faire un papier sur le problème du chômage à Roubaix”, parce que ce n'est pas en un mois que la situation va beaucoup évoluer » (localier)
- « C'est un sujet qu'on évoque beaucoup mais on ne peut pas sans cesse taper sur le clou en disant : c'est la catastrophe ici » (rédacteur en chef adjoint)

Premièrement, la thématique ne peut être régulièrement mise à l'agenda tant elle peine à se convertir dans les formats journalistiques les plus usuels : comme le montre le tableau n°7, seuls 17 articles ou brèves s'y réfèrent plus ou moins directement sur les 180 éditions des six premiers mois de 2015. « Toile de fond » de la vie de la cité, l'importante proportion de chômeurs ne connaît pas d'évolutions suffisamment significatives pour s'inscrire dans les papiers relatifs à l'« actu chaude ». Les publications de l'INSEE peuvent ponctuellement nourrir des dossiers thématiques sur la question, mais celles-ci figureront prioritairement en pages « Région », cependant que des reportages localisés pourront s'appuyer sur le cas roubaisien (parmi d'autres situations critiques) pour incarner les données statistiques présentées dans le papier principal. De la même manière, c'est à travers le compte-rendu des actions et mobilisations mises en place par les institutions ou les associations locales que l'enjeu du chômage pourra être mis à l'agenda en tant que problème public, à l'image de cet article du 11 avril 2015 « Le GADE [Groupe d'action des demandeurs d'emploi] porte le combat des demandeurs d'emploi jusqu'à Paris ». Or, sauf dans le cas d'une mobilisation durable composée d'événements protestataires visibles ou originaux, le

suivi des activités routinières de ces organisations d'aide aux chômeurs ne peut être réitéré régulièrement, sous peine de faire preuve d'un suivisme jugé lassant pour les lecteurs. Le chef adjoint de la locale rend bien compte de ces difficultés et de leur relatif contournement :

« Il y a une association qui lutte contre le chômage à Roubaix, qui s'appelle le GADE, qui nous invite régulièrement à leurs réunions. On les couvre de temps en temps, pas tout le temps. Par exemple, je sais qu'une fois, on avait dit : "Plutôt que d'aller à la réunion, on va lui demander de nous mettre en contact avec trois chômeurs qui vont nous expliquer vraiment les incidences très concrètes que ça a sur leur vie de tous les jours". Parce que moi, j'avais vu dans cette réunion une femme qui expliquait comment elle rationnait pour ses enfants. (...) Si on n'en parle pas, je ne vois pas trop qui va en parler en fait. Mais ça, c'est plus du magazine, ce n'est pas de l'actualité. On en fait de temps en temps mais sans doute pas assez. » (Localier)

Tableau n°7. Recensement des papiers comprenant la racine « chô* » (janvier-juin 2015)

	Articles ou brèves	Points de vue	Courriers des lecteurs	Total
Chômage (en général)	7	1	5	13
Chômeur / au chômage (qualification individuelle)	5			5
Chômeurs (désignation collective)	5		4	9
Total	17	1	9	27

C'est donc par l'intermédiaire de papiers non directement adossés à l'actualité que les localiers vont principalement rendre compte de l'enjeu du chômage et de son impact sur de larges segments de la population. Deux caractéristiques marquent ces quelques articles à la tonalité « magazine ». D'abord, l'essentiel d'entre eux sont focalisés moins sur les chômeurs eux-mêmes que sur les acteurs associatifs chargés d'aider les plus fragiles d'entre eux (SAMU social, Restos du cœur, GADE, etc.)²². Ensuite, c'est finalement moins la situation de chômage ou les difficultés du retour à l'emploi qui sont mises en avant que les conséquences de l'absence d'activité professionnelle sur les conditions de vie :

²² Les pages locales de Roubaix sont ainsi marquées par un relatif paradoxe. Même lorsqu'ils sont soucieux de présenter les aspects positifs de la ville ou de valoriser une personnalité locale, leurs papiers « magazine », restent affectés par ce contexte de difficultés socioéconomiques : les bonnes nouvelles économiques s'accompagnent d'un rappel que tout ne va finalement pas si mal, les artistes locaux (notamment ceux inscrits dans les « cultures urbaines ») se voient attribuer le mérite de s'en être sortis, les associations sont valorisées pour leur action auprès des plus fragiles, etc.

« [Le chômage] va être traité plus de manière incidente quand on va s'intéresser à des structures qui sont plus dans l'action sociale (...). Quand je vais faire un papier sur l'antenne locale de la Croix-Rouge, parce qu'à l'origine c'était un papier sur son déménagement, (...) forcément je vais aussi m'intéresser aux jours de distribution alimentaire, au vestiaire qui permet aux personnes qui n'ont quasi-rien de s'acheter des vêtements (...).

Et ça finit par susciter une forme, non pas d'accoutumance, mais... ?

Oui, on le considère comme un fait acquis. Ce qui fait que bosser ici, c'est quand même assez lourd puisque, quand on se déplace en ville, on est rattrapé d'une manière ou d'une autre, par la misère sociale. » (Localier)

Deuxièmement, au-delà des difficultés à inscrire la problématique du chômage dans les formats usuels du journal, la question est inséparable de l'actualité des entreprises locales, de l'évolution de leur situation financière ou encore des conflits sociaux qui s'y déroulent. Ces enjeux sont perçus comme d'autant plus fondamentaux qu'ils sont dévolus à un rubricard que ses collègues ont qualifié ironiquement de « fossoyeur du versant nord-est ». L'anecdote est significative de l'ampleur des fermetures d'établissements dont il a dû rendre compte depuis son arrivée à Roubaix en 2007. S'il l'évoque, c'est plus généralement pour revendiquer ce nécessaire parti pris d'équilibre entre bonnes et mauvaises nouvelles dans le traitement des questions socioéconomiques locales. Le rédacteur en chef adjoint le rejoint en défendant l'impératif de promouvoir régulièrement des « initiatives positives », pour ne pas offrir une représentation trop désespérante de la situation économique de la ville. Cependant, il relativise aussitôt son propos en avouant être en permanence « rattrapé » par une réalité négative qu'il ne peut occulter :

« On essaie de rendre compte, dès qu'on peut, de la situation économique du territoire, ce qui se crée, ce qui se perd. On essaie aussi d'accompagner les initiatives positives. Et surtout, on essaie de les partager au maximum. Là, c'était sur Tourcoing, une entreprise de cosmétique qui recrutait. On a partagé ça en exclusivité sur Facebook, on a fait un truc de fou... Ils ont reçu 800 appels, il y avait 20 postes à pourvoir. Ils ont dit : "il faut arrêter". Mais, en même temps, je pense qu'on était dans notre rôle d'accompagnant. Dès qu'on peut, on évoque aussi les initiatives sur Roubaix, (...) en disant : "C'est super, mais dans quelle mesure ça profite aux Roubaisiens ?" (...) Dernièrement, c'est une entreprise qui faisait une formation pour 30 Roubaisiens pour apprendre à coder, pour devenir un ouvrier du monde numérique et justement de pourvoir à des emplois dont on a besoin. Donc on a trouvé que c'était intéressant. On l'a vraiment mis en valeur. (...). Mais... enfin... Là, je me suis un peu emballé et maintenant je

reviens à la réalité : c'est dur quand même en fait ! (...) OVH²³, c'est tellement pointu que, de toute façon, ils ne peuvent pas embaucher [de Roubaisiens]. (...) Il y a une réalité face à laquelle on est un peu des Don Quichotte. En même temps, notre métier, c'est de rendre compte. On ne peut pas inventer la réalité. »

Cette valorisation des perspectives d'emplois offertes par les établissements locaux ne vise cependant pas seulement à contrebalancer la tonalité globalement « déprimante » de l'actualité locale. Elle comporte aussi une dimension commerciale plus ou moins assumée comme telle : faire du journal et de ses déclinaisons en ligne un espace au service de la recherche d'emploi.

Alors que sur le logement les journalistes n'hésitent pas à s'attaquer aux bailleurs sociaux, leur imputant la responsabilité des situations de précarité repérées, la question du chômage plane donc sur l'actualité roubaisienne sans que soient interrogées en profondeur les causes de ce mal lancinant. Si le format du journal et le primat donné au traitement événementiel de l'information n'est pas propice à une analyse des origines structurelles du phénomène, les articles donnent rarement à voir de mise en accusation du patronat local, des organismes d'insertion ou des politiques d'attraction d'entreprises sur le territoire. En effet, la dénonciation en matière de logement s'appuie sur la présomption d'une capacité d'action des bailleurs sociaux sur les situations observées qu'il est beaucoup difficile de mettre en évidence dans le cas des entreprises locales. Pour qu'une imputation de responsabilité soit possible, et qu'un cadre d'injustice soit formulé dans les pages du journal, les rédacteurs doivent interpréter la situation au regard d'un « cadre d'*agency* », pour reprendre les catégories de Gamson (1992), ce qui semble être davantage le cas pour le logement que pour le chômage, et *a fortiori* pour la pauvreté.

*

* *

²³ Installé à Roubaix depuis une dizaine d'années, OVH est un des leaders mondiaux de l'hébergement de sites web et du stockage de données numériques.

A Roubaix, la morphologie sociale rend possible un journal local différent de ceux étudiés dans d'autres contextes, moins populaires. Dans une ville de 96 000 habitants dont les trois-quarts du territoire sont classés comme Quartiers Prioritaires de la Politique de la ville, il est difficile tant pratiquement qu'économiquement de faire abstraction des enjeux et préoccupation des habitants ou de ne les traiter que sous un angle sécuritaire ou fait-diversier (Berthaut et *al.*, 2009). Les localiers doivent bien souvent endosser le rôle de défenseur du territoire et de ses résidents, contre les médias nationaux ou certains acteurs jugés malveillants comme les marchands de sommeil ou les bailleurs. Plutôt que d'ethniciser les questions sociales, ils cherchent à l'inverse à relativiser ces cadrages imposés et à valoriser la « diversité » roubaisienne. Alors que nombreux travaux ont souligné les connivences entre PQR et pouvoirs locaux (Roubieu 1994; Le Bohec 1998 ; Frisque, 2010), les localiers de Roubaix adoptent une posture relativement distanciée à l'égard du travail de l'équipe municipale (quelle qu'en soit la composition partisane), même s'ils en partagent largement les objectifs (améliorer l'image de la ville pour encourager l'investissement, promouvoir la mixité sociale, lutter contre l'insalubrité des logements et la vétusté de la voirie, améliorer le sort des plus fragiles, etc.).

Ces résultats contribuent à nuancer certaines critiques adressées à la PQR, dont la fonction latente serait de « *faire diversion* » et ne pas traiter les « vraies » préoccupations des citoyens ordinaires (Ballarini, 2008). Si les contraintes qui encadrent l'exercice du métier de journaliste à Roubaix rendent difficile une mise à l'agenda de la pauvreté et des inégalités sociales comme problèmes publics, les rédacteurs parviennent cependant, sur certaines questions, à opérer une mise en perspective critique de l'actualité locale, à condition que l'identification des responsabilités puisse résulter de mobilisations locales effectives et/ou s'inscrire dans le format d'un cadrage événementiel. Ces marges de manœuvre relatives tiennent à un espace des possibles rédactionnels qui favorise un engagement personnel et collectif à défendre le territoire roubaisien et ses habitants. Néanmoins, en n'abordant que rarement les causes structurelles des problèmes qu'ils donnent à voir, les localiers contribuent à une certaine évaporation du politique (Eliasoph, 2010), au sens où, évoqués principalement comme toile de fond de l'actualité locale, ces problèmes

apparaissent souvent insolubles ou hors de portée de toute action collective. Cela ne découle pas tant de l'apolitisme des journalistes ou d'une éthique professionnelle de « neutralité » – dont ils se départissent fréquemment pour défendre la ville et ses habitants – que d'une économie du travail rédactionnel qui permet rarement d'explorer les logiques socioéconomiques des problèmes soulevés et d'interroger les moyens d'y faire face.

Aussi, s'il faut nuancer certaines des critiques adressées à la PQR dans son ensemble, c'est moins pour héroïser les rédactions qui s'écarteraient des standards rédactionnels et de leur propension à la dépolitisation, que pour considérer qu'à certains égards le territoire « fait » son journal, non pas dans un sens naturaliste selon lequel le contenu serait un miroir de la réalité, mais plutôt en raison des effets de la structuration sociale sur les possibles rédactionnels. Celle-ci agit non seulement sur le degré de conflictualité locale, l'intérêt des acteurs à enrôler les journalistes pour publiciser leurs revendications et par conséquent l'activité communicationnelle des sources, mais aussi sur le rapport des habitants à l'information en général et au journal local en particulier. De ce point de vue, la sociologie du journalisme ne peut évaluer la production rédactionnelle en la comparant à une improbable et univoque « réalité » locale qui serait plus ou moins bien restituée. Cette dernière remarque concerne au premier chef Roubaix, tant ses disparités sociologiques rendent improbables l'émergence de cadrages partagés. Paradoxalement, dans ce cas, la concentration de la pauvreté qui est à l'origine d'une partie des problèmes évoqués dans les pages du journal contribue à faire exister les classes populaires autrement que par leurs déviances ou leurs pathologies.

Bibliographie

- Aziz P., *Le paradoxe de Roubaix*, Plon, 1996.
Ballarini L., « Presse locale : un média de diversion », *Réseaux*, 2008, n°148-149.
De Barros F., « Des “Français musulmans d'Algérie” aux “immigrés”. L'importation de classifications coloniales dans les politiques du logement en France (1950 – 1970) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, n° 159.

- Berthaut J. et al., « Pourquoi les faits-divers stigmatisent-ils ? L'hypothèse de la discrimination indirecte », *Réseaux*, 2009, n° 157-158.
- Boltanski L., *La Souffrance à distance*, Métailié, 1993.
- Cossart P., Talpin J., *Lutte urbaine. Participation et démocratie d'interpellation à l'Alma-Gare*, Le Croquant, 2015.
- Eliasoph N., *L'Évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Economica, 2010.
- Frisque C., « Une reconfiguration des espaces médiatique et politique locaux ? », *Revue française de science politique*, 2010, 60 (5).
- Gamson W., *Talking Politics*, University of Chicago Press, 1992.
- Grignon C., Passeron J.-C., *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Le Seuil, 1989.
- Guirous L., *Allah est grand mais la République aussi*, J.-C. Latès, 2015.
- Hallin D., *The Uncensored War. The Media and the Vietnam*, Oxford University Press, 1989.
- Iyengar S., *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*, University of Chicago Press, 1991.
- Kaciaf N., « Les discours journalistiques saisis par la sociologie des rôles. Enjeux conceptuels et méthodologiques », sous la dir. B. Delforce et al., *Figures sociales des discours. Le Discours social en perspectives*, Presses du Septentrion, 2009.
- Le Bohec, J., « La question du "rôle démocratique" de la presse locale en France », *Hermès*, 1998, n°26-27.
- Legavre J.-B., « Des journalistes au travail. Le portrait dans *Libération* », *Revue des sciences sociales*, 2001, n°28.
- Lemieux C., *Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Métailié, 2000.
- Noyer J., « Roubaix à l'écran : images et imaginaires d'une ville », sous la dir. J. Noyer, *Médias et territoires*, Presses Universitaires du Septentrion, 2013.
- Roubieu, O., « Le journalisme et le pouvoir local », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1994, n°101-102.
- Rousseau, M., « Gouverner la gentrification. Différentiel de loyer et coalitions de croissance dans la ville en déclin », *Métropoles* [En ligne], 2010, n°7.